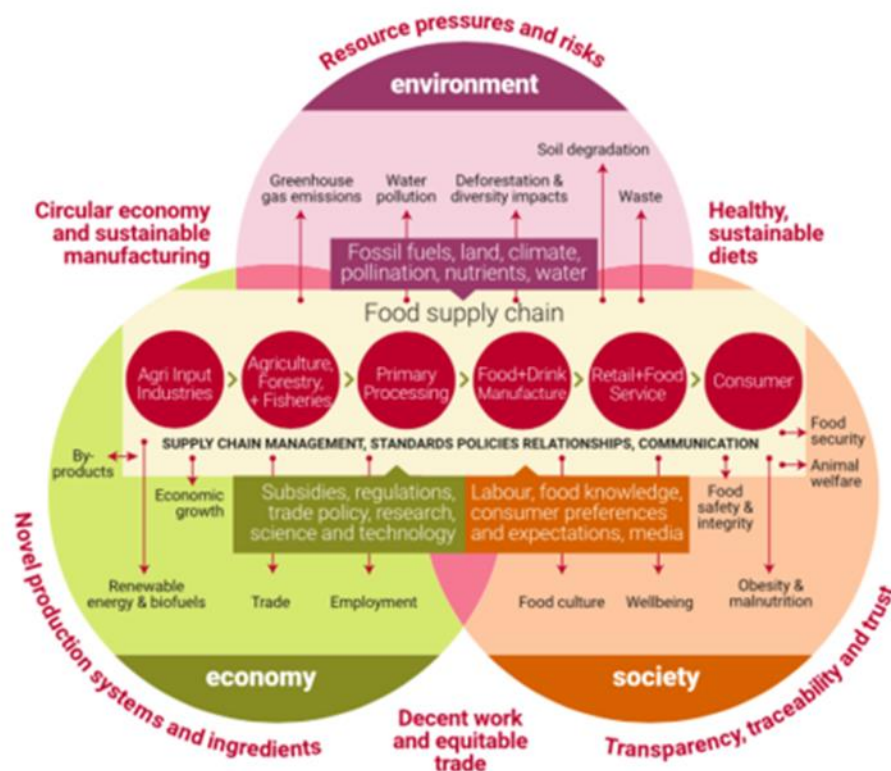


Accents au sein de la stratégie pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

Pour relever les défis mondiaux actuels liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, et pour assurer la sécurité alimentaire mondiale à long terme, il est nécessaire d'opérer une transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients, capables de fournir à une population mondiale croissante une alimentation suffisante, saine et de qualité, tout en réduisant les effets négatifs sur l'environnement et le climat, et qui contribuent à une croissance inclusive par la création d'emplois et de revenus durables et la réduction des inégalités.



Afin de soutenir une transition vers des systèmes alimentaires durables au sein de la CD belge, les lignes directrices suivantes sont proposées ; elles reposent sur les priorités politiques actuelles de la CD, l'expertise de nos acteurs chargés de l'exécution, les instruments disponibles au sein de la CD belge et les paradigmes internationaux actuels.

Stimuler/soutenir les méthodes agro-écologiques et autres méthodes durables novatrices pour des systèmes alimentaires durables ayant un impact neutre ou positif sur l'environnement et le climat

Les systèmes alimentaires (y compris les systèmes et pratiques de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche) doivent de toute urgence s'adapter pour faire face aux effets du changement climatique, d'une part, et réduire l'impact au niveau du changement climatique et de la perte de biodiversité, d'autre part, afin de renforcer la résilience des populations et d'assurer leur sécurité alimentaire et

nutritionnelle. Une telle démarche doit s'appuyer sur les connaissances (traditionnelles et scientifiques), tenir compte de la sociologie rurale et respecter les systèmes alimentaires existants. Elle soutiendra les approches agro-écologiques et d'autres méthodes de production durables ainsi que les pratiques connexes qui, d'une part, rendent les agriculteurs moins vulnérables aux effets du changement climatique (sécheresses, inondations, épidémies et maladies, etc.) et à d'autres chocs externes et, d'autre part, réduisent l'impact climatique et environnemental de l'agriculture (réduction des émissions de gaz à effet de serre, stockage du CO₂, prévention de la dégradation des sols, des pertes d'eau, de la déforestation et de la perte de biodiversité) tout en augmentant la productivité afin d'assurer aux agriculteurs une alimentation durable, variée et saine. L'agro-écologie renferme un potentiel important pour améliorer la sécurité alimentaire, que ce soit en termes de disponibilité, d'accessibilité (lutte contre la pauvreté), de stabilité (résilience accrue) ou d'utilisation (alimentation diversifiée). Les ONG disposent déjà d'une expertise considérable en matière d'agroécologie. Au sein de la FAO, du CSA et du CGIAR, l'agroécologie est également une priorité et au sein d'Enabel, l'application de l'agroécologie et d'autres méthodes de production durable gagne en importance. Dans le cadre de cette stratégie, une attention particulière sera accordée aux aspects suivants :

- Soutenir la transition vers des méthodes de production agro-écologiques
- Donner la priorité au renforcement de systèmes alimentaires locaux diversifiés et résilients (chaînes de valeur) et de marchés locaux « territoriaux »
- Promouvoir une utilisation durable des ressources naturelles (sol, eau, biodiversité) et une utilisation plus efficace des services écosystémiques au sein des systèmes alimentaires
- Mettre en œuvre/soutenir des solutions (novatrices) visant à réduire l'empreinte écologique sur l'ensemble de la chaîne de valeur (stockage, transformation durable, emballage, transport), fondées sur les connaissances locales et les nouvelles théories scientifiques, et adaptées aux besoins locaux
- Adopter des positions claires au sein des forums internationaux/des organes de gestion des organisations multilatérales (en particulier la FAO, le CSA, le CGIAR) pour soutenir l'importance de l'agro-écologie dans la transition vers des systèmes alimentaires durables
- Augmenter le financement de la recherche sur l'agro-écologie et les systèmes alimentaires durables (notamment par le biais du CGIAR)

Promouvoir une approche inclusive des systèmes alimentaires en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les petits agriculteurs/entreprises de transformation

La note politique de la ministre Kitir souligne l'importance de la lutte contre les inégalités notamment par l'inclusion des groupes vulnérables. Une attention particulière doit être prêtée au rôle important des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires, afin que ceux-ci puissent gagner leur vie de manière durable. Pour leur permettre d'exploiter pleinement leur potentiel et d'orienter ainsi la transition vers des systèmes alimentaires durables, il est essentiel de leur fournir un meilleur accès aux marchés, aux intrants et aux financements ; de leur offrir une meilleure protection en ce qui concerne la propriété des terres, des conditions de travail équitables, et de favoriser leur accès à la recherche, à la connaissance, à la technologie et à l'innovation. Conformément aux ODD et aux principes d'une bonne aide au développement, la coopération avec les populations rurales et les petits agriculteurs et leurs organisations est essentielle et centrale pour définir les interventions et les objectifs à court et à long terme. Les points d'attention particuliers au sein de la stratégie sont les suivants :

- S'efforcer d'obtenir un accès équitable/égal aux ressources, aux moyens de production, aux services et aux marchés et d'en assurer le contrôle, en particulier pour les femmes et les petits producteurs

- Renforcer les associations d'agriculteurs et les autres organisations rurales, en particulier celles qui représentent des groupes marginalisés (femmes, jeunes, etc.), afin de défendre leurs droits et de promouvoir leur participation à la chaîne alimentaire
- Soutenir, de préférence, les chaînes de valeur alimentaires locales/régionales (production et transformation) qui renforcent le tissu économique local, créent des emplois et favorisent une répartition équitable de la richesse produite
- Soutenir les organisations de petits producteurs et les PME locales actives dans le secteur agroalimentaire, en vue de créer des emplois durables et de meilleurs revenus
- Veiller à ce que les besoins alimentaires et nutritionnels des populations vulnérables soient satisfaits par le financement de l'aide alimentaire d'urgence et de l'aide humanitaire, notamment par le biais d'initiatives telles que « Achats au service du progrès », achetées de préférence auprès de producteurs locaux.
- Encourager l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT), des Directives volontaires sur le droit à une alimentation adéquate (VGRtF) et des autres recommandations politiques pertinentes du CSA (*Connecting Smallholders to Markets, Investments in Smallholders*, etc.) lors de l'élaboration des programmes/projets

Favoriser l'accès à une alimentation saine, de qualité et abordable

La nutrition est l'un des trois thèmes transversaux de la stratégie « De la subsistance à l'entrepreneuriat ». La lutte contre la sous-alimentation (malnutrition) est un élément central du développement durable, qui conditionne les progrès dans d'autres domaines, notamment la santé, l'éducation, la pauvreté et les inégalités. Pour réduire cette malnutrition, il convient de miser sur le soutien et la promotion de régimes alimentaires durables, sains et variés, notamment par l'amélioration des environnements alimentaires, l'éducation et la sensibilisation, et l'accès à l'information. La Belgique dispose d'une expertise importante dans ce domaine. Pour accroître l'accès à une alimentation saine, de qualité et abordable dans le cadre des programmes de la CD belge, un accent particulier doit être mis sur les aspects suivants :

- Soutenir les chaînes de valeur, de préférence locales, qui produisent des aliments nutritifs, sains, sûrs, durables et accessibles à tous, en particulier aux plus vulnérables
- Renforcer la capacité locale et les connaissances pratiques en matière de nutrition et le fonctionnement multidisciplinaire requis, et ce, tant au niveau des autorités publiques et organisations locales qu'à celui de l'agriculteur
- Soutenir la recherche localisée sur une alimentation saine, de qualité et abordable, adaptée à l'agriculture familiale et aux chaînes alimentaires locales
- Soutenir et promouvoir, en partenariat avec les agriculteurs, l'innovation et la recherche qui contribuent sur le terrain à une alimentation saine et de qualité et à l'amélioration des systèmes alimentaires locaux durables
- Soutenir les décideurs politiques et les organisations citoyennes dans la promotion d'une alimentation saine et produite de manière durable et dans la sensibilisation des consommateurs
- Mettre en place/stimuler des programmes de protection sociale pour les groupes vulnérables, tels que des programmes d'alimentation scolaire, qui s'intéressent à la fois à la qualité et à la quantité de la nourriture et encouragent des habitudes alimentaires saines, afin de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes
- Encourager l'application des directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires durables et la nutrition lors de l'élaboration de programmes/projets

Renforcer un environnement favorisant/facilitant la transition vers des systèmes alimentaires durables

Compte tenu du contexte fragile des pays partenaires de la Coopération belge au développement, il est important de créer un environnement favorable à une transition vers des systèmes alimentaires durables, et il est donc essentiel de soutenir la bonne gouvernance. Cette contribution à la bonne gouvernance est l'un des trois domaines d'intervention de la note stratégique « De la subsistance à l'entrepreneuriat ». Il convient ici de mettre tout particulièrement l'accent sur les aspects suivants :

- Accompagner les gouvernements nationaux et locaux dans la transition vers des systèmes alimentaires plus durables et inclusifs grâce à une politique adéquate et aux mécanismes et infrastructures appropriés.
- Soutenir les autorités nationales et locales dans la mise en place d'initiatives i) permettant de mieux surveiller et prévenir l'insécurité alimentaire et ii) favorisant l'accès aux facteurs de production (terres agricoles irriguées, intrants, conseils...), au marché et au stockage.
- Promouvoir une participation représentative à la gouvernance du FSN, notamment en encourageant la participation des petits agriculteurs, des groupes touchés par la faim et des organisations d'agriculteurs aux mécanismes de gouvernance du FSN, par exemple en créant ou en renforçant des comités nationaux et locaux du FSN qui favorisent la participation et l'inclusion.
- Encourager la mise en place/l'utilisation de canaux de transformation et de commercialisation équitables, en donnant la priorité aux marchés locaux et régionaux, et soutenir les entreprises locales novatrices (MPME) et les initiatives de l'économie sociale.
- Stimuler l'application des produits du CSA et d'autres directives/normes des Nations Unies relatives aux systèmes alimentaires durables, à l'agro-écologie et à la nutrition saine par les gouvernements nationaux et locaux.

Investir dans la recherche, améliorer les connaissances et l'accès aux innovations

Le domaine de la recherche et de l'innovation constitue l'un des trois domaines d'intervention de la note stratégique « De la subsistance à l'entrepreneuriat ». **La recherche et l'innovation** (R&I) sont des moteurs essentiels pour accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables, sains et inclusifs, de la production primaire aux modèles de consommation. La R&I peut fournir un soutien, mais aussi permettre de développer et de tester des solutions, de surmonter les obstacles et de découvrir de nouvelles opportunités de marché. Il convient d'encourager la recherche participative associée à une approche systémique, afin d'engendrer des innovations pilotées par les parties prenantes et adaptées aux réalités locales. Dans ce contexte, il est important que les préoccupations et les connaissances/expériences des agriculteurs soient intégrées dans les processus de production de connaissances (formulation des questions de recherche, expériences). **La formation, l'échange de connaissances et les conseils** adaptés aux contextes locaux/régionaux sont par ailleurs indispensables pour permettre à tous les acteurs du système alimentaire de devenir durables. Il faut ici tant faire appel aux connaissances scientifiques acquises par la recherche qu'au savoir local/traditionnel des agriculteurs. La technologie, et en particulier les outils numériques, moyennant l'encadrement et le soutien requis, peuvent offrir d'énormes possibilités pour rendre ces services de conseil et l'échange de connaissances plus efficaces et plus accessibles.

D'autres points d'attention de ce domaine d'intervention sont :

- Stimuler et financer la recherche participative sur les nombreux défis d'une transition vers des systèmes alimentaires durables et inclusifs, notamment dans les domaines de la gestion durable des terres et de l'eau, des liens avec le marché, de l'innovation technologique avec une attention particulière pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, de l'agro-écologie, des chaînes de valeur inclusives et équitables, de l'alimentation et des régimes alimentaires sains.
- Identifier et concevoir des solutions (novatrices) qui contribuent à une réponse systémique aux défis concrets des systèmes alimentaires, en co-création avec les acteurs concernés des secteurs public et privé, de la recherche et de la société civile, y compris les agriculteurs, et analyser et supprimer les obstacles et soutenir les leviers qui permettent la mise à l'échelle de ces solutions ou innovations. Les innovations doivent être disponibles pour les plus pauvres et les plus vulnérables et leur être accessibles.
- Renforcer l'adoption et l'application des instruments politiques du CSA, notamment les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition récemment validées.
- Reconnaître le rôle central de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en tant qu'organisation mondiale de connaissances sur l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture durables, ainsi que le rôle important du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), soutenu par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE).

Une attention particulière au renforcement de la résilience/résistance des agriculteurs dans les opérations humanitaires dans le cadre du lien entre la coopération humanitaire et le développement

Dans le cadre de sa politique humanitaire, la Belgique entend mettre l'accent sur l'autonomisation des personnes et leur résilience face aux chocs tels que les pandémies, le changement climatique et les conflits. La sécurité alimentaire est donc plus nécessaire que jamais. Pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans des contextes instables et humanitaires, il est important d'aborder la sécurité alimentaire de manière plus intégrée et durable. À cette fin, il convient de promouvoir une approche holistique de l'aide d'urgence, couvrant non seulement les besoins fondamentaux tels que l'eau, la nourriture, les abris, les soins médicaux et la protection, mais aussi – dans la mesure du possible – le rétablissement des moyens de subsistance et le renforcement de la résilience des populations (y compris des agriculteurs). En renforçant la résilience des populations vulnérables, celles-ci seront mieux préparées à affronter les crises futures et à résister aux dangers et aux chocs. Dans ce contexte, au sein des opérations humanitaires visant à améliorer la sécurité alimentaire, une attention particulière sera accordée au soutien des opérations d'aide alimentaire en faveur des populations vulnérables et à l'amélioration de leur résilience face aux causes de l'insécurité alimentaire, tant dans les situations d'urgence que dans les situations d'insécurité alimentaire chronique. Une attention suffisante doit en outre être accordée au renforcement de la résilience dans le cadre du développement agricole « normal ». Pour les familles rurales, tomber dans la pauvreté est un risque qui peut souvent être évité en renforçant la résilience.